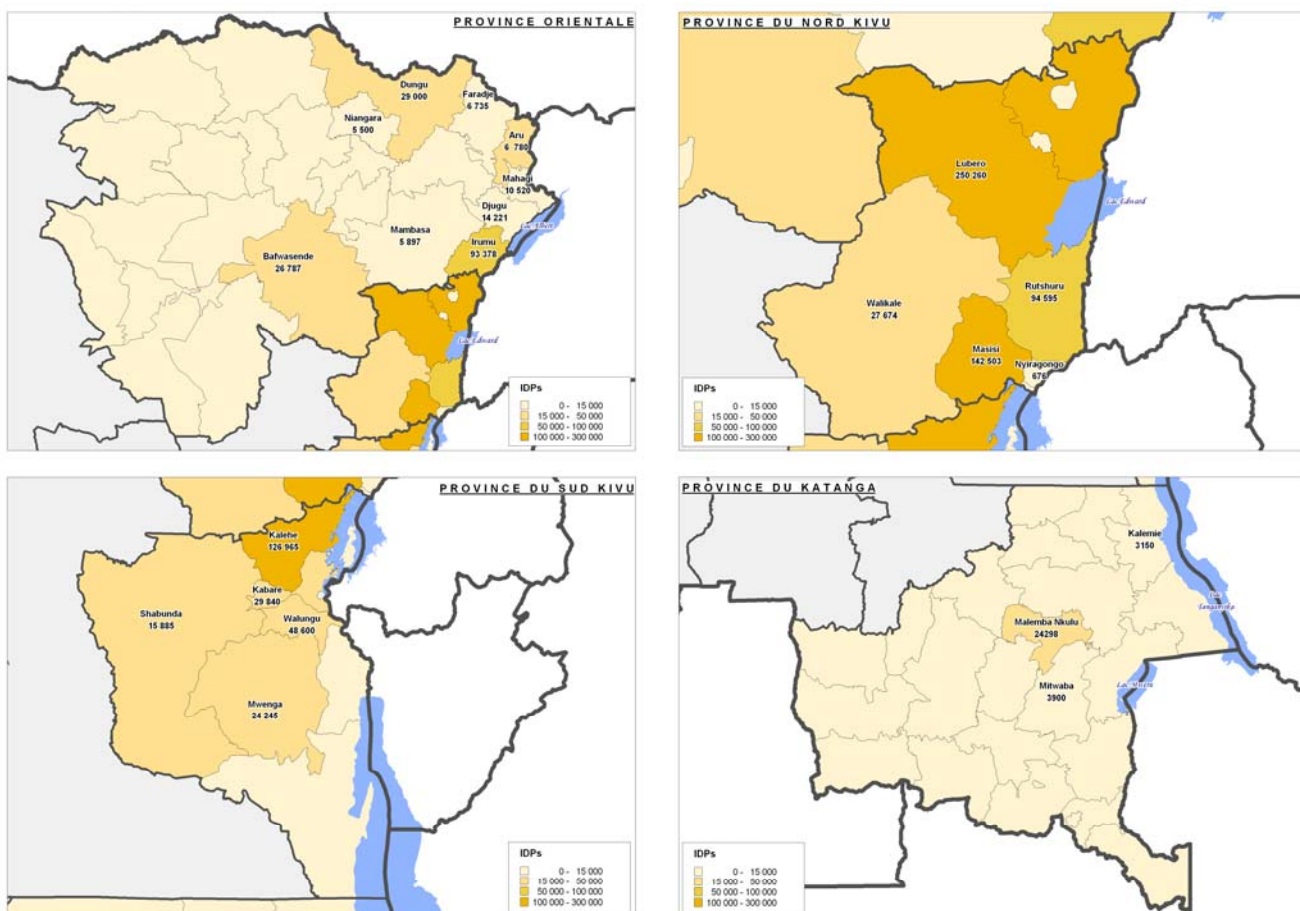


OCHA/RDC MOUVEMENTS DE POPULATION A L'EST DE LA RD CONGO - TENDANCES AVRIL-JUILLET 2007

PUBLICATION N.2

1. APERCU

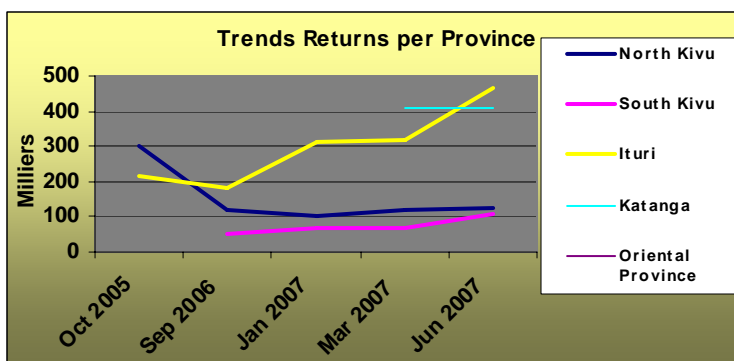
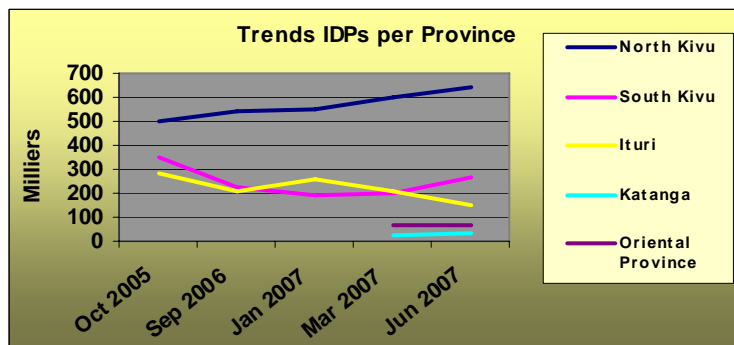
De nombreux déplacements internes se poursuivent dans les provinces orientales de la RDC. Le nombre total de 1 037 615 personnes déplacées enregistrées jusqu'en mars 2007 avait augmenté d'environ 11% en juin 2007, à un total de 1 157 917. Ces chiffres cumulent toutes les populations de déplacés - anciennes et nouvelles - enregistrées dans les provinces, la plupart depuis la fin de 2005. La répartition géographique et les tendances de déplacement démontrent que les nouveaux déplacements concernent essentiellement le Nord et Sud Kivu. Entre mars et juin de cette année, 182,226 nouvelles personnes déplacées ont été enregistrées dans les Kivu, et les défis pour assurer leur protection et leur porter assistance augmentent en proportion à l'accroissement de leur nombre.



Cependant, alors qu'une crise ravage les Kivu, le district de l'Ituri a connu ses trois premiers mois depuis plusieurs années sans enregistrer de nouveaux déplacements. De même au Katanga, aucun nouveau déplacement n'a eu lieu au cours des trois derniers mois. Environ 150 000 retours ont été enregistrés entre mars et juin au district de l'Ituri, et jusqu'à 59 434 au Katanga.

Au total 1'157'238 retours ont été enregistrés à travers les provinces orientales de la RDC, une augmentation considérable depuis mars 2007, rendant la tendance générale au retour légèrement supérieure à la tendance générale aux nouveaux déplacements.

2. TENDANCES ACTUELLES PAR PROVINCE



Note: Les flèches rouges et vertes servent à représenter respectivement les tendances négatives et positives. Une flèche jaune représente une tendance neutre.

2.1. NORD KIVU

↑ Déplacement:

De janvier à mars 2007, au total 67,000 nouvelles personnes déplacées ont été enregistrées dans la province. Entre mars et juin 2007, un nombre additionnel de 130,551¹ nouveaux déplacements a été enregistré. Aucun large mouvement de retour n'a été signalé à la CMP depuis le début de l'année, bien que le nombre de personnes rentrées à Lubero a augmenté légèrement d'environ 6000 personnes rentrées à Kanyabayonga. Le nombre total de déplacés signalé en juin 2007 par la *Commission de Mouvements de Population* (CMP) s'élève à 640,038 personnes ou 12.8% de la population totale de la province.

Des sites spontanés de déplacés commencent à émerger dans la province. Neuf sites de déplacés ont été signalés jusqu'ici et, selon les estimations, environ 57,225 personnes déplacées se sont regroupées dans ces sites. A mesure que l'accès humanitaire diminue face à l'insécurité générale régnant dans la province, les défis augmentent pour ce qui concerne les activités de protection et d'assistance à ces personnes nouvellement déplacées. Des activités de protection physique post distributions s'avèrent de plus en plus nécessaires pour éviter des dangers pour les bénéficiaires.

↓ Retours:

En raison de l'instabilité et de l'insécurité générale régnant dans la province, il n'y a guère eu de retours vers la province, et seule une vague d'environ 6000 personnes retournant à Kanyabayonga (territoire de Lubero) a été enregistrée au cours des trois derniers mois. La situation sécuritaire dans la province n'incite pas à des retours plus nombreux.

¹ Les personnes déplacées en mars pourraient être reprises dans les deux chiffres. L'addition des chiffres janvier-mars et mars-juin donnerait donc un résultat inexact.

2.2. SUD KIVU

↑ Déplacement:

Les déplacements au Sud Kivu sont également en augmentation depuis le début de l'année. Le nombre de 201,930 déplacés enregistrés en mars a augmenté fin juin à 266,140 (une augmentation de 51,715 ou 31%). La plupart de ces nouveaux déplacés, 31,390 personnes ou 61% de ces nouveaux déplacements, furent les confrontations armées dans le territoire de Masisi au Nord Kivu voisin. Les autres 20,333 déplacés enregistrés au cours des trois derniers mois ont fui leurs villages d'origine au Sud Kivu suite à des attaques/menaces de la part des FDLR/Rasta.

A l'exception des déplacés venant du Nord Kivu, un grand nombre de déplacés dans la province sont des « navetteurs nocturnes ». Ils cherchent à se protéger dans des villages voisins pendant la nuit, mais retournent vers leurs propres villages la journée pour travailler les champs. Ces mouvements posent certains défis concernant le suivi des activités de protection et d'assistance. Cependant, le défi majeur pour traiter le problème des déplacés dans la province du Sud Kivu reste le manque d'accès à de nombreuses zones de déplacement.

↑ Retours:

Le taux de retours a aussi considérablement augmenté dans la province. Entre la fin de 2006 et jusqu'en juin 2007, 109,085 retours ont été enregistrés au total. Parmi ces retours, 48,095 ont eu lieu entre février et juin 2007 dans le territoire de Walungu. Ce retour est accompagné d'assistance de la part de différents acteurs.

2.3. DISTRICT DE L'ITURI (PROVINCE ORIENTALE)

↓ Déplacement:

Pour la première fois depuis de nombreuses années, **aucun nouveau mouvement** de population n'a été enregistré au district de l'Ituri depuis mars 2007. Bien au contraire, au cours des trois derniers mois le nombre de personnes déplacées dans le district a baissé de 26%, laissant au total 152,369 anciens cas toujours déplacés dans la province, un nombre considérablement inférieur aux 207,713 déplacés enregistrés jusqu'en mars 2007.

↑ Retours:

Depuis novembre 2005, 466,706 retours avaient été enregistrés jusqu'en juin 2007, dont 146,695 entre mars et juin. La plupart de ces retours ont eu lieu à Irumu entre janvier et juin 2007, et beaucoup d'autres personnes sont rentrées dans leurs villages d'origine à Djugu entre mars et mai 2007.

Occupant auparavant la deuxième place pour ce qui est du nombre de déplacés dans les provinces de l'Est de la RDC, l'Ituri est devenue la troisième région au plus grand nombre. Elle enregistre aussi actuellement le plus grand nombre de retours, devant le Katanga, avec 42% de tous les retours en RDC orientale.

2.4. PROVINCE DU KATANGA

↓ Déplacement:

Aucun nouveau mouvement de populations n'a été enregistré au Katanga entre mars et juin 2007. Toutefois, les chiffres de la CMP ont légèrement augmenté, car d'anciens cas de personnes déplacées en juin 2006 à Kalemie ont été ajoutés tardivement aux tableaux de suivi. Le nombre total de personnes déplacées dans la province s'élève en juin à 31,348. Les problèmes actuels affectant le Katanga concernent plutôt les retours spontanés de réfugiés rentrant de Tanzanie, qui ne sont pas assistés à travers les programmes de rapatriement, ainsi que les milliers de migrants expulsés d'Angola qui arrivent dans la province.

↑ Retours:

L'enregistrement de personnes déplacées au retour se poursuit à travers la province. Entre avril, mai et juin 2007, 59,434 retours ont été enregistrés par la CMP, augmentant à 451,297 le total de déplacés rentrés depuis octobre 2006, ce qui représente le deuxième plus large mouvement de retours, après l'Ituri.

3. PROFILS DES PROVINCES

3.1. PROVINCE DU NORD KIVU

Aperçu

Avec un total de 640,038 personnes déplacées enregistrées dans la province, environ 12.8% de la population du Sud Kivu est déplacée à l'intérieur de la province, ce qui représente 56% du de

la population totale de déplacés dans toutes les provinces orientales de la RDC. De ces déplacés, 130,551 ont été enregistrés entre mars et juin 2007. La vaste majorité des nouveaux déplacés se trouve au territoire de Rutshuru Territory (54,950), suivi de Lubero (38,365) et de Masisi (32,912)².

Contexte:

Le plus grand groupe de personnes déplacées au Nord Kivu est toujours celui généré par les déplacements antérieurs suite à une série de crises en 2005-06 (*voir rapport IDP précédent pour le contexte d'anciens cas de déplacement*). Cependant, les premiers six mois de l'année 2007 ont connu les plus grandes vagues de déplacements dans la province de ces trois dernières années.

Déplacés Nord Kivu (juin 07)	
Déplacés (plus d'une année)	342,025
Déplacés (4 mois à 1 année)	167,462
Déplacés (moins de 4 mois)	130,551
TOTAL	640,038

En raison de dissensions anciennes et non résolues au sein de l'armée ayant arrêté le processus d'intégration de l'armée, un climat d'insécurité prévaut dans la province et des confrontations armées se poursuivent. La principale cause de ces déplacements massifs est la crise dite de « mixage » qui a débuté en janvier 2007 dans toute sa complexité, et impliqué tous les acteurs armés (FARDC, brigades mixées, FDLR Mayi-Mayi, etc).

Se trouvant au milieu des confrontations et souvent accusés de soutenir une faction ou une autre, les civils ont été forcés de fuir leurs villages d'origine. Dans les territoires les plus affectés de Rutshuru et Masisi, respectivement 54,950 et 32,912 personnes déplacées ont été enregistrées entre mars et juin 2007.

Bien que la plupart de ces confrontations ont eu lieu dans ces deux territoires, où le plus grand nombre de déplacements a été enregistré, l'insécurité n'a pas épargné le territoire de Lubero, lorsque deux groupes Mayi-Mayi se sont battus entre eux, créant 38,365 nouveaux déplacements au cours des trois derniers mois.

Développements récents

La grande majorité des déplacés dans la province ont traditionnellement préféré chercher refuge auprès de familles d'accueil. Dans certains cas, ils étaient tellement nombreux que des localités entières sont



Nyongera IDP site

devenues des « villages d'accueil » de déplacés (comme le village de Katsiru qui, selon des informations récentes, abrite les populations de dix villages). Par mesure préventive, ou suite à des violences, les civils ont cherché refuge dans des villages plus sûrs, normalement à une distance moyenne de 15 à 30 km de leurs maisons. Cependant, ces derniers mois des sites d'établissement spontanés de personnes déplacées se sont créés. Neuf sites au total, abritant environ 57,225 déplacés ont été établis à: Mweso, Kashuga, Nyanzale, Singa, Kikuku, Shasha, Kiniandoni, Ngwenda et Nyongera, s'ajoutant à ceux qui existaient déjà le long de l'axe routier Oicha-Erengeti (Ngadi, Mavivi, Mbau, Oicha, Mukoko, Maymoya, Kokola, Linzo, Eringeti, Luna).

Depuis longtemps la communauté humanitaire au Nord Kivu s'est exprimée contre l'établissement de camps pour accueillir les déplacés, afin d'éviter la création de nouveaux sites permanents et la perpétuation de ces déplacements. Cependant, des discussions sont en cours pour étudier la meilleure manière de traiter les diverses préoccupations émergentes au sujet de la situation courante :

- Les conditions précaires dans la plupart des sites spontanés devant desservir autant de sites deviennent de plus en plus difficiles considérant les capacités actuelles.
- L'accès aux déplacés devient de plus en plus difficile en raison de l'insécurité générale.
- Le manque de capacités de protection de déplacés dans leurs différentes zones de déplacement, à nouveau dû aux capacités limitées et au grand nombre de sites à desservir.
- Les cas de déplacements répétés enregistrés à mesure que les zones de déplacements deviennent les cibles de nouvelles attaques forçant les déplacés à s'enfuir ailleurs.
- Les dangers croissants auxquels les déplacés sont exposés suite aux distributions de bien alimentaires et non alimentaires si le suivi post distribution n'est pas



Nyongera IDP site

² Veuillez noter que la situation fluide au Nord Kivu fait de ces chiffres des estimations informées de la situation à un moment donné. La large présence d'humanitaires à Rutshuru rend les informations disponibles pour ce territoire plus fiables que les informations venant par exemple de Masisi et Walikale. Des efforts sont en cours renforcer le monitoring des déplacements dans toutes les zones.

- assuré par la MONUC pour empêcher les groupes armés de piller les civils.
- La nature long terme des déplacements due à l'insécurité persistante et leur vulnérabilité croissante faisant accroître leur dépendance de l'assistance humanitaire.
- Les besoins croissants des familles d'accueil en raison des déplacements prolongés dans le temps, et la nécessité d'élargir l'assistance pour assurer l'équité sur base des besoins se fait sentir de plus en plus.
- Les préoccupations concernant le risque de retours forcés.

Entre temps, des mécanismes pour renforcer le soutien communautaire aux personnes déplacées dans ces sites sont en cours de mise en place, fournissant une option aux camps afin d'assurer qu'une médiation avec les autorités, militaires, et communautés d'accueil puisse avoir lieu sur les principes de personnes déplacées. Cela demande une présence accrue dans ces sites et donc une meilleure compréhension des aspects nécessitant renforcement.

Assistance

Selon le MRR, sur les 130,551 nouveaux déplacés signalés dans la province, 131,935 ont bénéficié de distributions de kits BNA (100%). Le PAM a eu à tripler ses interventions et distribuer 2,000 tonnes métriques de rations alimentaires au cours des trois derniers mois pour faire face à la situation.

Toutefois, des écarts importants se sont fait sentir au niveau de l'assistance lorsque la réponse d'urgence aux besoins des nouveaux déplacés fut laissée dans les mains du mécanisme MRR et du PAM. Dans le secteur de la santé, cela a créé de graves préoccupations. Les centres de santé locaux ont reçu l'appui de l'OMS en matière de médicaments et matériels. Pourtant, l'absence de capacités de suivi n'a pas permis d'assurer la gratuité des soins sanitaires à ces nouveaux déplacés. Depuis le 1^{er} juin, six centres de santé à Kiwanja et Nyamilima sont soutenus par l' UNICEF et fournissent des soins gratuits. Cette intervention a bénéficié à 90% des déplacés dans la zone et augmenté par un facteur de cinq l'accès de la population en général. Toutefois, cette solution est seulement temporaire, et huit autres centres ont été sélectionnés pour exécuter les mêmes activités. Après plusieurs mois de discussions autour de ce problème, une ONG internationale est venue développer un projet de santé d'urgence dans toutes les zones prioritaires de concentration de nouveaux déplacés.

Protection

Il existe très peu d'informations sur le profile des nouveaux déplacés dans la mesure où les données désagrégées ne sont pas encore disponibles pour déterminer les vulnérabilités et besoins de protection spécifiques. Cependant, une base de données est en cours de mise en place par le NRC/UNHCR pour rassembler les données obtenues par le projet de monitoring des activités de protection, et pourra prochainement établir les tendances spécifiques à la population de déplacés, reflétant aussi les abus spécifiques subis par les déplacés en matière de protection. Le projet de monitoring des activités de protection, mis en œuvre par le NRC, focalise sur les zones de déplacement et les zones de retours. Les populations ciblées dans ces zones sont les déplacés, ceux qui sont rentrés, et les communautés d'accueil. Sur la base des informations obtenues à travers ces évaluations, des abus des principes liés à la protection au cours de déplacements ont été signalés, comme suit :

1. **Attaques directes et indiscriminées contre les déplacés:** Dans le cas de Kisharo où s'étaient regroupés 5300 déplacés ayant fui l'insécurité, les pillages et meurtres délibérés de civils par des groupes armés au cours des quelques derniers mois. Les communautés décidant d'élever la voix pour dénoncer les abus sont de plus en plus vulnérables à cette violence. Dans les sites de déplacés, (Ngadi, Mavivi, Mbau, Oicha, Mukoko, Maymoya, Kokola, Linzo, Eringeti, Luna) le long de l'axe routier Oicha-Erengeti axis, les déplacés ayant participé à des discussions de groupes focaux avec des acteurs humanitaires furent par la suite ciblés par des éléments des milices ougandaises UDF/Nalu.
2. **Pillages et extorsions:** la violence croissante expose les communautés de plus en plus à des pillages et extorsions, notamment après des distributions humanitaires. Les femmes chefs de familles sont particulièrement vulnérables à des pillages de nuit sur les sites de déplacés. Kiwandja en constitue un exemple.
3. **Exposition persistante à la violence:** à mesure que les confrontations s'étendent à travers le territoire de Rutshuru, les hôtes des déplacés sont de plus en plus exposés à des violences, comme dans le cas de Rutshuru, Kiwanja, Nyongera et Kinyandoni. Au cours de ces dernières semaines, les même familles se sont déplacées encore et encore, d'un village à l'autre, en raison des combats.
4. **Concernant les droits des déplacés de chercher des moyens de subsistance :** En raison du manqué d'opportunités économiques et de la pénurie d'aliments due aux augmentations des prix du marché et au manque d'assistance, les déplacés tendent à retourner dans les champs de leurs

villages d'origine pour obtenir des produits alimentaires, s'exposant ainsi à de nouvelles violences et abus y compris le viol, le pillage, et la taxation illégale (comme dans le cas de Kisharo). De plus, des tensions avec des populations d'accueil commencent à être signalées au sujet du manque de services de base, et de problèmes de droits fonciers. A Mugunga, des déplacés ont indiqué qu'ils étaient victimes de discriminations.

D'autres abus spécifiquement contre des populations de déplacés, comme le viol, le traitement inhumain et dégradant, l'esclavage, le travail forcé d'enfants, le recrutement d'enfants pour les forces armées, les arrestations ou détentions arbitraires sont constamment signalés à travers les évaluations rapides effectuées par les équipes de monitoring des activités de protection. Les rapports d'incidents individuels sont référés aux agences spécialisées, les autres sont soumis aux clusters pour analyse, établissement de priorités, et réponse.

Pourtant, remplir les besoins croissants en matière de protection des déplacés et de la population générale en province du Nord Kivu n'est pas une tâche facile. Le cluster Protection a travaillé sur une stratégie comprenant à la fois l'amélioration des activités physiques de protection, avec la collaboration des brigades de la MONUC, et l'augmentation des activités de plaidoirie (une stratégie de plaidoirie a été proposée par le cluster en juillet 2007) et de sensibilisation des acteurs armés sur le terrain. Beaucoup de défis restent à être relevés. La recherche d'une meilleure coopération et dialogue entre les acteurs humanitaires et la MONUC est actuellement en cours afin d'accroître l'impact des activités de protection proactives au bénéfice des populations civiles.

Tendances par territoire

Le **Territoire de Lubero** continue à accueillir la majorité des déplacés. Toutefois, sur les 250,260 déplacés enregistrés dans ce territoire depuis la fin de 2005, 65% sont déplacés depuis plus d'une année. 38,365 nouveaux déplacés ont été enregistrés entre mars et juin suite à des confrontations entre Mayi-Mayi. Parmi ce nombre, 74% ont été assistés au cours des trois derniers mois, essentiellement à travers des distributions alimentaires.

Le **territoire de Masisi** est celui qui accueille le deuxième plus grand nombre de déplacés dans la province. Sur un total de 142,503 déplacés, 73% sont des cas anciens, mais jusqu'à 23% sont nouvellement déplacés depuis mars 2007. Ces déplacements ont été causés essentiellement par les confrontations entre brigades mixées et FDLR. Il faut noter qu'un nombre additionnel de 31,390 personnes originaires de Masisi ont fui vers les zones septentrionales du Sud Kivu. La situation sécuritaire dans le territoire a rendu l'accès et la fourniture d'assistance à ces déplacés très difficiles. Les déplacés à Masisi sont ceux qui ont le moins bénéficié d'assistance, avec seulement 6,585 sur les 32,912 déplacés (20%) ayant reçu de l'assistance depuis mars 2007. La combinaison entre la présence de tous les groupes armés et les difficultés d'accès rend la population de Masisi vulnérable à l'isolation totale.

Le **territoire de Rutshuru** vient en quatrième position, après Beni, en termes du nombre total de déplacés. Toutefois, c'est le seul territoire où les nouveaux déplacés sont plus nombreux que les déplacés à plus long terme (anciens cas). Entre mars et juin, 54,950 déplacés ont été enregistrés dans ce territoire. 97% de ces nouveaux déplacés à Rutshuru ont été assistés à travers des distributions de produits alimentaires et kits de NBA et, comme mentionné ci dessus, une intervention sanitaire de l'UNICEF garantit l'accès libre aux soins de santé pour 90% de ces déplacés.

Risques

Les scénarios pour les mois à venir dans la province ne sont pas très positifs: un statut quo de la situation actuelle comprendrait toujours des confrontations persistantes forçant beaucoup de civils à quitter leurs villages. Toutefois, une tentative de résoudre la situation actuelle à travers un engagement militaire de FARDC loyales au Gouvernement contre les troupes de Nkunda aurait un impact encore plus dévastateur sur les civils, pouvant aboutir au déplacement de 320,000 personnes dans la province, et inciter 45'000 autres à fuir vers des pays voisins. Un plan d'urgence mis à jour est actuellement en cours d'élaboration dans la province.

3.2. PROVINCE DU SUD KIVU

Aperçu

Avec 266,140 déplacés dans la province, le Sud Kivu accueille la deuxième plus large population de déplacés dans les provinces orientales de la RDC (23% de tous les déplacés IDPs) et bien qu'il s'agit dans leur large majorité d'anciens cas de déplacement, les trois derniers mois ont connu une augmentation des déplacements comparé aux mois antérieurs. Entre mars et juin 2007, 51,715 nouveaux déplacés ont été enregistrés à travers la province, plus de la moitié en provenance du Nord Kivu.

Contexte:

La plupart des déplacés sont des cas anciens de déplacements causés par les opérations militaires conjointes FARDC-MONUC du début juin 2006, et les exactions de la part des FDLR/Rasta. Malgré cela, le Sud Kivu connaît le pourcentage le plus élevé de nouveaux déplacements au cours de ces derniers mois.

Déplacés Sud Kivu	
Déplacés (plus d'une année)	56,350
Déplacés (4 mois à 1 an)	158,075
Déplacés (moins de 4 mois)	51,715
TOTAL	266,140

Développements récents

Suite aux exactions persistantes par les FDLR/Rasta contre les populations civiles dans les premiers mois de 2007, les FARDC ont commencé à la mi-avril une opération militaire visant à déloger les FDLR/Rasta du territoire de Walunhu, notamment à Kanyola. Le retrait de ces éléments de la région a causé une série de déplacements dans leurs nouvelles localités (essentiellement à Shabunda et Mwenga), mais depuis plus d'un mois la situation à Walungu était perçue comme étant calme. Cela a encouragé une série de retours de déplacés antérieurs vers leurs lieux d'origine. Selon les autorités locales, entre 80 et 90% des déplacés précédemment enregistrés au centre de Walungu ont commencé à rentrer vers la zone de Kanyola-Bododo. Toutefois, les faibles capacités de logistique et d'approvisionnement des FARDC les ont empêchés de maintenir et assurer les positions qu'elles avaient prises aux Rastas. Un mois après les opérations, les Rastas ont commencé à lancer des activités de représailles avec un massacre à Kanyola les 26 et 27 mai. Plusieurs autres villages ont subi des attaques à répétition jusqu'au milieu du mois de juillet.

Ailleurs, au territoire de Kalehe, jusqu'à 31,390 déplacés fuyant le conflit dans la zone d'Ufamandu à Masisi, Nord Kivu, ont été signalés. Vu l'inaccessibilité de ces zones par la route, seulement 2,078 familles de ces déplacés (10,390 personnes) ont été enregistrées et assistées.

Assistance et Protection:

Les organisations humanitaires continuent à assister les quelques familles atteignables déplacées du Nord Kivu, ainsi que les déplacés suite au massacre de Kanyola en mai. Dans la zone de Kanyola/Walungu, 11,114 familles (55,570 personnes) ont été enregistrées au total, représentant 72% de la population des localités d'origine des déplacés. Sur ce nombre, 3,429 familles bénéficiaires sont des "navetteurs nocturnes" (17,145 personnes), 1,193 familles sont déplacées de manière permanente (5,965 personnes) et 6,442 familles sont d'anciens déplacés qui avaient commencé à rentrer à Kanyola depuis le début du mois de février. Ailleurs, une évaluation conduite par les équipes MRR le long de l'axe Miti-Kavumu a identifié d'autres déplacements dans la zone, suivant les attaques du village de Combo. La mission a signalé que presque toutes les populations de ces villages sont devenues des « navetteurs nocturnes » suite aux attaques récentes. Le MRR a commencé à les enregistrer aux fins d'assistance en BNA.

Les navettes nocturnes et les déplacements répétés/multiples sont en augmentation essentiellement dans les zones de Nindja, Kaniola, nord Kabare, Bunyakiri et Kalonge. Le monitoring de ces mouvements représente un grand défi, tout comme l'identification de leurs besoins en matière de protection. La CMP du Sud Kivu tente d'améliorer leur suivi et d'enregistrer leurs mouvements successifs au cours des mois à venir, afin d'obtenir un meilleur aperçu des besoins de ces populations. Une autre difficulté majeure est posée par le manque d'accessibilité physique à grand nombre de ces déplacés, rendant impossible le monitoring des activités d'assistance et de protection.

Tendances par territoire

Le territoire de Kalehe accueille de loin le plus grand nombre de déplacés, avec un total de 126,965 déplacés enregistrés dans la province. Parmi eux, 24% sont les personnes nouvellement déplacées arrivant du Nord Kivu. 7,525 nouveaux déplacés de juin 2007 sont les victimes des dernières attaques FDLR/Rastas à Bunyakiri.

Le territoire de Walungu suit avec 48,600 ou 18% des déplacés dans la province. 74% d'entre eux ont été déplacés au cours de la dernière année, et seulement 7,958 sont nouvellement déplacés depuis mars – juin 2007 suite aux dernières attaques par les FDLR/Rastas. Avec les déplacés de Bunyakiri, ce dernier groupe est parmi les plus vulnérables aux menaces en matière de protection, mais ces déplacés sont aussi plus difficiles à cibler pour l'assistance humanitaire en raison de leurs déplacements répétés et leurs navettes nocturnes.

Le reste du territoire n'a pas enregistré de nouveaux mouvements de déplacés, si ce n'est que pour les 600 personnes nouvellement déplacées signalées à Shabunda suite à l'arrivée de Rastas déloges vers cette zone par les opérations militaires.

Retours: Jusqu'à 109,085 retours ont été enregistrés dans la province, dont la plupart entre la fin de 2006 et le mois de juin 2007. Bien qu'il s'agit d'une augmentation considérable par rapport aux enregistrements du mois de mars, le fait est que ces retours ont été graduels, et dans la plupart des cas l'enregistrement et l'assistance ont eu lieu seulement en juin 2007. La principale zone de retours est le territoire de Walungu, avec 48,095 retours entre fin 2006 et juin 2007, qui ont tous reçu de l'assistance pour retourner. De même, 11,895 retours ont été enregistrés à Mwenga dans la même période, mais aucune assistance n'a encore été organisée.

Risques

Après les incidents FDLR/Rasta du mois de mai jusqu'à mi-juin, la situation a retrouvé un certain niveau de calme, probablement en raison des opérations militaires lancées contre eux par les FARDC entre avril et juin. Toutefois, l'expérience démontre que les actions contre les FDLR/Rastas servent à déplacer le problème au lieu de le résoudre, et que leurs représailles sont brutales dès que les opérations contre eux ont cessé. Ceci peut expliquer la réticence des navetteurs nocturne à regagner leurs villages de manière définitive.

Entre temps, il semblerait que les confrontations sur les hauts plateaux d'Uvira et Fizi ont un impact sur les populations de certains villages, qui se trouvent dans les zones de combat et sont obligées de fuir. Toutefois, les schémas de déplacement dans la zone sont habituellement à court terme, puisque les civils retournent dans leurs villages dès la fin des confrontations. L'information provenant des hauts plateaux est très difficile à obtenir vu les contraintes d'accès.

3.3. DISTRICT DE L'ITURI (PROVINCE ORIENTALE)

Aperçu

Pour la première fois depuis plusieurs années, aucun nouveau déplacement n'a été enregistré au district de l'Ituri au cours des trois derniers mois. De plus, près de 150'000 personnes sont rentrées pendant la même période. Il reste 152,369 déplacés, essentiellement dans le territoire d'Irumu. Les tendances sont très positives et l'agenda dans le district est un agenda de retours.

Contexte:

Depuis de nombreuses années, l'Ituri a accueilli la deuxième plus large communauté de déplacés en RdC en raison de l'insécurité causée par les diverses milices et les tentatives occasionnelles des FARDC de les déloger. Cette situation sécuritaire a créée de grandes vagues de déplacements, à court terme, mais suffisamment larges pour maintenir des groupes de déplacés en grand nombre.

Contrairement aux autres provinces, 70% des déplacés en Ituri ont traditionnellement fui vers une série de camps et sites de déplacés établis dans les divers territoires, y compris un camp (géré par des humanitaires) à Geti.

Irumu: 4 camps (Komanda, Geti, Aveba, Kagaba) et 20 sites

Djugu: 3 camps (Fataki, Waza, Pingu) et 8 sites

Mahagi: pas de camps, 10 sites

Aru: 6 sites

Mambasa: 8 sites et pas de camps

Les chiffres fournis par la CMP en Ituri sont obtenus à travers les procédures d'enregistrement dans ces camps/sites. A part cela, pour les déplacés installés avec des familles d'accueil, très peu d'informations sont disponibles.

Développements récents

Voici trois mois, l'Ituri restait la deuxième plus large zone de déplacements après le Nord Kivu, mais les améliorations considérables de la situation sécuritaire dans le district, suite à la capitulation/démobilisation/brassage des leaders des principales milices de l'Ituri, ont généré des vagues de retours et ainsi largement diminué le nombre de personnes déplacées dans la province.

Déplacements et retours en Ituri			
	Janvier 2007	Mars 2007	Juin 2007
Déplacés	259,677	207,713	152,369
Retours	309,821	320,011	466,706

152,369 personnes restent toujours déplacées dans la zone, mais entre novembre 2005 et juin 2007, 466,706 personnes sont rentrées au total. Environ 150,000 retours ont eu lieu entre mars et juin 2007.

Assistance/Protection

Assister le grand nombre de personnes au retour reste le plus grand défi. Des activités sont en cours pour les assister pendant la première phase de retour, mais il sera nécessaire d'intensifier les efforts au niveau de l'assistance à la réintégration. Le Cluster Retour et Réintégration en Ituri a travaillé sur une matrice de retours permettant d'accorder la priorité à certaines zones nécessitant des activités d'évaluation et de réintégration. Le cluster a identifié 35 groupements prioritaires au sein des territoires de Djugu, Irumi et Mahagi. Cette matrice servira de cadre opérationnel à partager avec les autres clusters pour compiler les actions stratégiques à contribuer par chaque cluster pour ces populations.

Tendances par territoire

Irumu: tout en se situant en deuxième position au niveau du nombre de retours au district, avec un total de 154,524 retours depuis la fin de l'année 2006, Irumu continue à accueillir le plus grand nombre de déplacés du district, car il reste toujours 93,378 déplacés sur ce territoire.

Djugu: est le territoire auquel une attention particulière est accordée actuellement, suite à la décision de Peter Karim d'envoyer ses hommes au *brassage*, signifiant que de larges zones seront libérées, ce qui constituera un gain au niveau de l'accès humanitaire. Djugu compte toujours 14,221 déplacés, alors que 138,208 personnes sont déjà retournées dans ce territoire. A mesure de l'ouverture de l'accès humanitaire, et du nombre de retours, le soutien à ces retours augmentera.

Pour ce qui est des autres territoires, la CMP en Ituri avertit que les chiffres de déplacés à Mahagi comprennent les retours depuis plusieurs années. Une décision a été prise pour demander à la prochaine réunion de la CMP de faire rapport uniquement sur les nombres de personnes ayant vécu moins de trois saisons agricoles dans leur zone de retour. De même, selon les rapports de la CMP, les chiffres concernant les déplacés d'Aru sont considérés comme excessifs et doivent être révisés. Une mission inter agences à Aru est prévue très prochainement pour vérifier le nombre de déplacés et de retours dans cette zone.

Risques

- Le nombre de retours pourrait augmenter à la fin de l'année scolaire en juillet 2007 ;
- Risque de déstabilisation persistant dans certains territoires dû à la présence de groupes armés : LRA à Aru, LRA et FNI à Mahagi, FNI à Djugu, FRPI et MRC à Irumu, en attendant l'impact des résultats de la nouvelle phase de DDR.
- Des tensions inter communautaires et violences liées au retour de réfugiés et déplacés ont été signalées à travers le district.

3.4. PROVINCE DU KATANGA

Aperçu

Au cours des trois derniers mois, aucun nouveau déplacement n'a été enregistré dans la province du Katanga. Toutefois, les mouvements de retour se sont poursuivis avec plus de 40 000 nouveaux retours entre mars et juin, élevant le nombre total de retours à 451 297 depuis octobre 2006 et laissant 31 348 personnes déplacées à travers la province³.

Contexte

Seules 7050 personnes restent déplacées parmi la vague de 300,000 personnes déplacées suite aux offensives des FARDC contre les Mayi-Mayi entre octobre 2005 et janvier 2006. Les autres 24 298 déplacés

³Veillez noter que l'augmentation des chiffres de mars à juin 2007 est due uniquement à l'addition récente d'anciens cas aux tableaux de la CMP et ne reflète pas un nouveau mouvement pendant la période concernée.

dans la province sont les victimes des inondations qui ont accablé les zones de Malemba Nkulu, détruisant maisons et récoltes, et obligeant ces populations à se déplacer. Elles restent déplacées à ce jour.

Développements récents

Parmi les 451 297 retours dans la province, 60% ont été enregistrés entre octobre 2006 et mars 2007. Toutefois, de larges mouvements de retour ont été enregistrés en mars 2007, avec 111 596 personnes identifiées et assistées. Depuis, les tendances ont baissé considérablement, mais 69 934 ont été enregistrés entre avril et juin 2007.

En dehors du retour de personnes déplacées, un écart important a été identifié dans la zone, impliquant de grands nombres de personnes étant retournées spontanément au Katanga depuis la Tanzanie, et exclues du kit de rapatriement de l'UNHCR. Jusqu'à 23,000 personnes dans la zone de Wimbi (Kalemie) ont été identifiées comme étant de plus en plus vulnérables et nécessitant de l'assistance.

De plus, un autre problème ayant récemment émergé au Katanga est constitué par les milliers de migrants Congolais expulsés de l'Angola, à travers les provinces du Katanga et du Kasai. Sans être considérées comme des populations déplacées, il s'agit tout de même de larges mouvements de populations qui sont actuellement assistées par la communauté internationale. Dans les années précédentes, 20,000 expulsés sont rentrés en RDC en 2003, et 80,000 autres ont été forcés à rentrer en 2004. Pour le moment, environ 20,000 sont rentrés au Katanga et dans les Kasai sur une période de trois semaines. 40,000 autres pourraient rentrer en RDC au cours des quelques prochaines semaines.

Assistance:

Parmi le nombre total de retours enregistrés dans la province, 92% ont été assistés par les divers partenaires intervenant dans la zone, essentiellement en kits de BNA, semences et matériels agricoles. Seul un groupe de 33834 personnes rentrées à Kabalo n'a pas bénéficié d'assistance.

En dehors des retours, aussi bien les déplacés victimes des inondations, et les anciens cas de déplacés, bénéficient d'une assistance fournie par divers partenaires.

Risques

- Le processus de DDR constitue une préoccupation dans la province du Katanga. De nombreux ex-combattants Mayi-Mayi attendent actuellement leur kit de démobilisation pour déposer leurs armes. En raison des retards en matière de distributions et paiements, beaucoup d'entre eux pourraient être tentés de reprendre leurs anciennes activités comme moyen de survie. Des manifestations d'ex-combattants fâchés, attendant leur dû pour la démobilisation, ont lieu chaque semaine dans plusieurs villes du Katanga. Si le processus n'est pas mené à sa fin, une résurgence de violences et exactions est possible.
- Les inondations répétées le long du fleuve Congo peuvent toujours provoquer des mouvements de populations pendant la saison des pluies. A ce jour, il n'existe pas de plans nationaux d'urgence pour ces inondations.
- Les personnes expulsées de l'Angola pourraient arriver au Katanga en nombres accrus. La plupart de ces expulsés ne sont pas originaires de la région, et les périodes de transit pourraient être assez longues. La première réaction généreuse du gouvernement de les assister ne sera peut être pas maintenu à mesure que les nombres augmentent.

ESTIMATION DU NOMBRE TOTAL DE DEPLACES

Territoire	Octobre 2005	Septembre 2006	Janvier 2007	Mars 2007	Juin 2007
NORD KIVU					
Beni	46 000	112 334	112 334	112 334	107 815
Goma	23 500	11 500	13 691	16 165	16 515
Lubero	301 000	224 608	224 608	222 505	250 260
Masisi	102 500	97 916	109 572	125 133	142 503
Nyiragongo	3 500	676	676	676	676
Rutshuru	17 000	66 567	61 821	93 996	94 595
Walikale	9 000	27 250	28 965	28 965	27 674
Total NK	502 500	540 851	551 667	599 774	640 038
ITURI					
Aru	12 500	13 180	28 353	28 353	28353
Mahagi	27 000	31 526	46 365	10 520	10520
Djugu	133 500	30 477	51 435	46 331	14221
Irumu	107 000	130 911	126 570	115 555	93378
From NK					
Mambasa		3 340	6 954	6 954	5897
Total Ituri	280 000	209 434	259 677	207 713	152369
SUD KIVU					
Kabare		22 935	26 890	28 870	29 840
Kalehe		106 545	87 355	87 340	126 965
Mwenga		24 245	24 245	24 245	24 245
Shabunda		11 035	11 035	12 870	15 885
Walungu		36 710	24 415	28 000	48 600
Bukavu		20 605	20 605	20 605	20 605
Total SK	351 500	222 075	194 545	201 930	266 140
KATANGA					
Mitwaba		6 670		3 900	3 900
Pweto		32 521			
Malemba Nk		29 316		24 298	24 298
Bukama					
Manono		19 480			
Kabalo					
Moba		8 915			
Kalemie		5 045			3 150
Nyunzu					
Total Katanga		101 947		28 198	31 348
PROVINCE ORIENTALE					
Bafwasende				26 787	26 787
Dungu				29 000	29 000
Faradje				6 735	6 735
Nyangara				5 500	5 500
Total PO				68 022	68 022⁴
TOTAL	1 133 500	1 074 307	1 005 889	1 037 615	1 157 917

⁴ Les nombres de déplacés pour la Province Orientale reflètent les résultats de diverses missions d'évaluation effectuées dans la zone au début de 2007. Aucun enregistrement de déplacés n'a encore eu lieu.

ESTIMATIONS DU NOMBRE TOTAL DE RETOURS

Territoire	Octobre 2005	Septembre 2006	Janvier 2007	Mars 2007	Juin 2007
NORD KIVU					
Beni					
Goma					
Lubero	115 000			14 035	20 300
Masisi	135 000		67 150	67 150	67 150
Nyiragongo					
Rutshuru	20 000		6 285	6 385	5 600
Walikale	30 000		30 500	30 500	30 500
Total NK	300 000	120 000	103 935	118 070	123 550
ITURI					
Aru			8 415	4 460	4460
Mahagi	19 500	88 503	187 641	157 122	157 122
Djugu	131 000	49 235	52 470	113 654	138 208
Irumu	13 000	46 043	48 903	32 383	154 524
From NK	50 000				
Mambasa			12 392	12 392	12 392
Total Ituri	213 500	183 781	309 821	320 011	466 706
SUD KIVU					
Kabare			700	700	795
Kalehe		6 455	6 455	6 455	11 450
Mwenga		8 645	8 645	9 420	11 895
Shabunda		36 850	36 850	36 850	36 850
Walungu			15 885	15 885	48 095
Bukavu					
Total SK		51 950	68 535	69 310	109 085
KATANGA					
Mitwaba		24 563		53 252	53 252
Pweto		52 870		26 055	26 055
Malemba Nk		26 600		69 770	69 770
Bukama		23 800		52 650	52 650
Manono		4 870		95 363	95 363
Kabalo				33 834	33 834
Moba				30 719	30 719
Kalemie				33 540	58 734
Nyunzu				15 920	30 920
Total Katanga		132 703		411 103	451 297
PROVINCE ORIENTALE					
Bafwasende					6 600
Dungu					
Faradje					
Nyangara					
Total Province Orientale					6 600⁵
TOTAL	513 500	488 434	482 291	918 494	1 157 238

⁵ Les chiffres concernant les retours à Opienge ont été fournis par une mission d'évaluation effectuée en juillet 2007. Aucun enregistrement de retours n'a encore eu lieu.

Ce rapport cherche à refléter les principales tendances de déplacements et retours de populations dans les provinces orientales de la République démocratique du Congo (RDC) au cours des derniers mois. Les informations contenues dans ce rapport sont basées sur le travail de monitoring conduit par les Commissions provinciales de Mouvement de Populations (CMP) dans les provinces du Nord Kivu, Sud Kivu, Katanga, et au district de l'Ituri en Province Orientale. Les chiffres obtenues à travers les Commissions constituent des estimations, et représentent le travail en commun entre les officiels des gouvernements provinciaux, les communautés locales, les agences des Nations Unies, ainsi que les ONG nationales et internationales sur le terrain.

Les CMP ont été établies à l'origine dans le but de renforcer la coordination parmi tous les acteurs intervenant en faveur de populations déplacées en RDC. Les CMP devaient aussi agir comme un mécanisme d'alerte précoce, alertant les partenaires aux nouveaux mouvements de populations signalés afin d'encourager un suivi en termes d'enregistrement et, si nécessaire, d'assistance. Les CMP sont les seuls fora qui collectionnent et consolident spécifiquement toutes les informations fournies par les partenaires en ce qui concerne les déplacés et les retours.

Les CMP se réunissent mensuellement pour la mise à jour et le maintien des données de base concernant les nombres de déplacés, les localités, les dates de déplacement, et l'assistance fournie. Les données compilées reflètent seulement les totaux des nombres de déplacés, par localité, au sein d'un territoire. Les données ne sont pas désagrégées pour refléter l'âge, le genre ou la vulnérabilité, ni les profils individuels de personnes déplacées.

Conformément aux Principes Directeurs du Déplacement Interne, les personnes déplacées, une fois enregistrées dans une localité spécifique, continuent à être considérées comme populations déplacées jusqu'à l'obtention de preuves de leur retour ou réintégration. Les chiffres sont cumulatifs et comprennent non seulement les personnes nouvellement déplacées, mais aussi les personnes déplacées depuis plusieurs années (normalement depuis 2005). Néanmoins, une réévaluation de zones de déplacement pour mettre à jour les chiffres disponibles a été effectuée dans des zones accessibles.

Le phénomène du déplacement interne en RDC comprend les déplacés vivant dans des familles/villages d'accueil, ainsi que dans des sites spontanés de déplacement à court terme et de déplacement nocturne (à chaque fois que les mouvements nocturnes sont constants sur une période de temps). La variété des conditions de déplacement constitue un défi particulier pour la collecte et vérification de données en RDC. Les mouvements de retour sont également difficiles à suivre. Les CMP n'ont pas adopté des critères standard pour enregistrer et suivre les retours de déplacés. Certains préfèrent rayer les retours des statistiques de déplacés seulement après le passage de trois saisons agricoles, en tant que signe de leur réintégration complète. Toutefois, cette approche n'a pas été adoptée largement.

Les sources d'information des CMP comprennent essentiellement les ONGI, et pour ce qui est des zones difficilement accessibles les informations proviennent de centres de santé, écoles, autorités locales, organisations religieuses, ainsi que des bénéficiaires eux-mêmes. Les défis pour la collecte et mise à jour de données fiables concernant les personnes déplacées sont nombreux en RDC.

- L'immense majorité des populations déplacées dans le pays recourent à des familles d'accueil. Les comités locaux, avec la participation d'autorités locales et de représentants de déplacés, préparent des listes de déplacés pour chacune des localités où des mouvements ont été signalés. Ces listes sont ensuite vérifiées pour organiser l'aide humanitaire en collaboration avec les agences des Nations Unies et ONG.

- Les déplacements sont très fluides. Les mouvements successifs des mêmes familles d'une zone à l'autre sont fréquents, avec le risque d'enregistrer les mêmes personnes plus d'une fois dans des endroits différents. Les déplacements nocturnes sont, toutefois, difficiles à suivre, considérant que ce schéma se produit sur une période de temps, ces populations ont été considérées pour l'assistance souvent et sur la base de critères standard de vulnérabilité.

- Limitations d'accès dues aux conditions médiocres des routes, aux distances extrêmement longues, ainsi qu'à l'insécurité.